

L'avenir de la construction européenne

Prise de position (novembre 2001)

L'Union Européenne peut être fière du chemin parcouru depuis un demi-siècle et du bilan qu'elle affiche aujourd'hui: des rapports entre États fondés sur une paix durable, des relations entre citoyens fondées sur la liberté, un grand marché à l'intérieur duquel les barrières aux échanges sont tombées les unes après les autres, la naissance d'une monnaie unique pour couronner le marché unique, et enfin la mise en échec du communisme et l'émergence de sociétés ouvertes en Europe centrale et orientale. Sur de telles bases, elle aurait tout lieu d'envisager l'avenir avec confiance.

Toutefois, la question de son devenir et le problème de sa gouvernance n'ont cessé de se poser avec acuité au cours des dernières années. En particulier, face au grand défi de l'élargissement, l'Union s'interroge sur sa capacité d'y faire face et perçoit de plus en plus que ses institutions sont inadaptées, tant pour gérer efficacement une Europe élargie à vingt-cinq États membres au moins que pour en diffuser le message et les idéaux auprès de cinq cents millions d'européens.

La trilogie Conseil - Commission - Parlement européen nécessite de profondes adaptations. Le Conseil, au sein duquel le droit de veto est encore trop souvent source de paralysie, élabore dans le secret des compromis politiques que leur manque de clarté et parfois de cohérence rend difficiles à expliquer à l'opinion publique. La Commission, jadis ambitieuse, se réfugie dans la frilosité et connaît une crise de confiance jusqu'à l'intérieur de ses services. Le Parlement, isolé et souffrant d'un manque de visibilité auprès des électeurs, cherche les moyens de valoriser son action et d'établir son rôle dans le processus démocratique.

Qui plus est, les dirigeants européens n'ont pas réussi à ce jour à s'accorder sur une réforme institutionnelle appropriée et cohérente. Le Sommet de Nice, même s'il a pris un certain nombre de décisions indispensables pour l'élargissement, est apparu rapidement comme celui des occasions manquées, et comme la négation de l'esprit communautaire au bénéfice de la seule préservation des intérêts nationaux. La déception qui a accueilli ses résultats se retrouve dans le mécontentement des citoyens à l'égard de l'état présent de la construction européenne, mécontentement qui est allé, en République d'Irlande, jusqu'au rejet du Traité de Nice par la majorité des électeurs qui ont pris part au referendum.

Ce diagnostic et cette réalité sont apparus au grand jour depuis le déclenchement de la crise du 11 septembre dernier qui a déstabilisé l'équilibre du monde. L'Europe n'a pas été capable de parler d'une seule voix, et les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont présentés en ordre dispersé à Washington et dans les pays tiers pour apporter ou justifier leur réponse aux actes terroristes. La coopération en matière judiciaire, d'extradition et de détection des transferts de fonds d'origine ou à destination criminelle a dévoilé ses failles. La politique étrangère, de défense commune et des transports, en particulier dans le dossier des aides aux compagnies aériennes, a révélé ses limites et surtout ses manques. La politique de la santé, après avoir été mise à l'épreuve lors de la crise de l'ESB, risque demain d'être prise en défaut, face à de nouveaux périls.

Cette nouvelle crise qui secoue le monde a mis en lumière plusieurs évidences:

- ◇ le retour du politique par rapport à l'économie dans l'échelle des priorités;
- ◇ la nécessité de repenser la mondialisation à la lumière des désordres récents;

- ◇ la constatation que le rôle de l'État est essentiel. Face aux défis mondiaux les centres de décision restent gouvernementaux, malgré la place prise par de nouveaux acteurs que sont notamment les compagnies multinationales;
- ◇ en même temps, la confirmation que le système de souveraineté nationale juxtaposée ou intergouvernementale a montré ses limites et son inadaptation à la situation réelle et que le besoin d'une Europe forte et unie est prépondérant.

Ce révélateur sur l'état de la construction européenne reflète peut-être un malaise plus profond, qui apparaît alors qu'au défi majeur que constitue désormais sa capacité de faire face à la lutte contre le terrorisme s'ajoutent d'autres échéances importantes. Parmi elles figurent le remplacement définitif de la plupart des monnaies nationales par l'euro, l'élargissement et son financement, la gestion des flux migratoires, la place de l'Europe dans le monde et la défense de ses intérêts, la survie d'un modèle sociétal européen dans une économie mondialisée.

Dans cette période cruciale pour l'avenir de l'unification européenne, la Ligue ne peut rester silencieuse. Ses fondateurs en 1946 et leurs successeurs n'ont cessé d'œuvrer pour une Europe intégrée, ouverte, efficace et généreuse. Elle interpelle aujourd'hui les gouvernements et les responsables politiques sur les conséquences graves que risquerait d'avoir la poursuite de l'immobilisme actuel. Car l'absence d'un projet mobilisateur et des moyens adéquats de le réaliser peut à brève échéance mettre à mal l'acquis communautaire et achever de démotiver l'ensemble des citoyens, qui dans leur majorité sont encore favorables à un renforcement de l'intégration entre les pays membres. Elle insiste sur l'urgence d'une réflexion approfondie amenant des réponses claires aux questions fondamentales: quelle Europe? pour faire quoi? selon quelle architecture politique?

A cet égard, la Ligue a accueilli avec intérêt les propositions et initiatives en vue de relancer l'Europe, en particulier le projet du Chancelier allemand en vue de créer un véritable exécutif européen, au sein duquel serait préservé le rôle moteur de la Commission européenne. Elle s'est également réjouie des priorités de la présidence belge, notamment l'élargissement, la structure politique et le fonctionnement d'une Europe élargie. Elle considère comme particulièrement important et constructif l'appel baptisé "Réveillons l'Europe" lancé dernièrement par treize éminentes personnalités européennes qui constatent que "L'Union est en panne d'élan et en quête d'identité parce qu'elle n'a plus de projet politique commun" et qui proposent notamment comme remèdes "des institutions fortes, démocratiques et efficaces, fondées sur la double légitimité: celle des états membres et celle des institutions de nature fédérale qui prennent en charge l'intérêt commun".

Il n'est pas dans la vocation de la Ligue de recommander des solutions institutionnelles précises aux problèmes et dilemmes actuels. Néanmoins, la coopération économique qu'elle revendique dans son titre et qu'elle n'a cessé de prôner dans son action, devra plus que jamais, dans une Europe élargie, s'appuyer sur les principes suivants:

- ◇ la construction d'une union irréversible entre les pays qui la composent;
- ◇ la recherche et la reconnaissance, dans certains domaines, d'intérêts supranationaux européens, dont la réalisation dépasse le simple arbitrage entre des intérêts nationaux éventuellement divergents;
- ◇ l'existence d'institutions capables d'identifier et de faire prévaloir ces intérêts supranationaux, et bénéficiant d'une légitimité suffisante aux yeux des citoyens pour s'assurer de leur appui;
- ◇ la subsidiarité qui, dans les nombreux domaines où elle continuera de s'appliquer, devra s'appuyer sur un exercice efficace et transparent du pouvoir politique national ou local, dans le respect de la démocratie et des libertés fondamentales des citoyens européens;

- ◇ une participation accrue des citoyens par une réforme des structures et des moyens de représentation actuels.
